

LA RECHERCHE DANS UN INSTITUT UNIVERSITAIRE DU VENEZUELA :

Anatomie et pathologie

Yolanda Texera-Arnal

Centro de estudios del desarrollo (CENDES)
Universidad central de Venezuela (UCV), Caracas (Venezuela)

Nous nous proposons d'analyser ici les éléments qui entrèrent en jeu lors de la fondation d'un institut de recherche dans une université d'un pays à faible tradition scientifique. Nous prendrons en compte les circonstances présentes dans le milieu académique comme dans la société, ainsi que les intérêts intellectuels ou autres, les traditions et les vices qui modelèrent l'institut. C'est à l'Institut d'anatomopathologie (IAP) de la faculté de médecine de l'université centrale du Venezuela que nous faisons référence. Sa date de création précise est incertaine, mais il a commencé à fonctionner vers le milieu des années cinquante. Même si notre analyse est centrée sur l'IAP, d'autres instituts de la même faculté et qui furent créés à la même époque retiendront aussi notre attention. Ceux qui ont été fondés ultérieurement ne seront pas considérés dans notre étude parce qu'ils correspondent à des intérêts et des circonstances différentes, et parce qu'ils ont été traités par d'autres auteurs (1).

Nos considérations et interprétations sont préliminaires. Les recherches sur ce sujet sont peu nombreuses et les archives présentent bien des lacunes. L'historien rencontre des difficultés lorsqu'il tente de dénouer la trame des influences et des courants qui surgissent et s'entremêlent inévitablement lors de la création de toute institution; et davantage encore lorsque celle-ci est fondée pour développer une activité comme la recherche scientifique, alors étrangère au milieu universitaire dans lequel elle fut créée (2).

Pour donner un aperçu sommaire de la situation, il faut commencer par expliquer, dans les grandes lignes, quelles étaient les conditions dans lesquelles vivaient le pays et l'université, dans les années qui précédèrent le projet de créer un institut de recherche spécialisé dans l'anatomopathologie.

En 1936, le Venezuela sortait d'une longue dictature qui avait duré presque trente ans et durant laquelle se maintint à l'état latent, dans l'espoir de jours meilleurs, un grand projet de transformation de la société. Trois semaines à peine après la mort du général Gómez, le gouvernement qui lui succéda mit en place un programme de développement qui resta en vigueur jusqu'à l'échec du projet néolibéral de l'administration

du président déchu, Carlos Andrés Pérez. Dans ce programme, l'État assumait directement les énormes transformations tant espérées et qui, selon les termes de l'intellectuel Picón Salas, devaient faire rentrer le Venezuela dans le xx^e siècle.

S'il existait un domaine où l'État n'intervint pas directement avec la célérité et l'urgence que les circonstances exigeaient, ce fut bien celui de l'université. Sans doute existait-il un accord tacite qui laissait à l'université – à cause d'une vague idée d'autonomie – le soin de mettre elle-même en marche le processus de réformes qui l'auraient mise au niveau des grands changements que proposèrent les gouvernements du moment. Cependant, l'université n'était pas en mesure de s'attaquer d'elle-même aux problèmes posés.

L'une des limites les plus sérieuses rencontrées par l'institution universitaire a été le manque d'infrastructure matérielle adéquate, avec tout ce que cela pouvait impliquer en termes de supports pour les activités d'enseignement existantes et plus encore pour les nouvelles que l'on pouvait proposer.

Les conditions matérielles

Pendant près de cinquante ans, l'université avait fonctionné dans un cadre de réformes qui fut adapté tant qu'elle resta dans les limites étroites qui lui avaient été fixées. A mesure que grandit l'université, la vieille structure se transforma en une camisole de force entravant le développement harmonieux de l'institution. Cela fut particulièrement le cas pour la faculté de médecine, la plus importante des institutions universitaires vénézuéliennes.

Au début des années quarante, l'État décida finalement, comme premier pas vers le lancement du processus de réforme, de construire un nouveau site pour l'université. Cette transformation matérielle commença à être perçue comme la condition nécessaire à la transformation globale de l'institution. C'est ainsi que peuvent-être interprétées les paroles du brillant ministre de l'Éducation de l'époque, Rafael Vegas : « ces édifications, ces installations (de la cité universitaire à construire) ne sont pas seulement un stimulant, elles engagent ; elles créent l'obligation, et non seulement le désir, de transformer les méthodes, les systèmes et les structures des écoles qui devront fonctionner sur le site ; pour cela, il est nécessaire de continuer la transformation progressive et soutenue des facultés afin qu'il y ait un ensemble organique que l'on puisse faire fonctionner dans la cité universitaire et non pas des corps désarticulés et rachitiques, et cela ; tant pour sa dotation matérielle et personnelle que sous son aspect fonctionnel ; c'est pour cela que la cité universitaire, même si elle n'est pas toute la réforme à elle seule, en constitue une partie importante puisqu'on ne conçoit pas une évolution efficace de ce qui existe déjà sans ces moyens matériels performants » (3).

Comme le soulignait le ministre Vegas, la construction de la cité universitaire devait signifier la mobilisation d'un ensemble d'efforts qui doteraient la réforme d'aspects académiques, administratifs et structurels. Mais étant donné l'ampleur de l'œuvre, son exécution se poursuivit jusqu'à une nouvelle période de dictature, celle de Marcos Pérez Jiménez (1948-1958), de sorte que ce fut justement à cette époque que l'on commença à disposer des nouveaux édifices. Cela créa une situation que l'on peut qualifier de « paradoxale », la rénovation de l'infrastructure matérielle de l'université n'étant pas

suivie des effets escomptés dans les aspects les plus positifs de la vie académique. En effet, la situation de l'université durant le régime militaire entraîna la paralysie du processus de réforme qui commençait à se mettre en place ; ceci affecta, à notre avis, la conception des instituts de recherche de la faculté de médecine et leur développement. Il est important d'insister sur cet aspect, car l'idée de créer l'IAP et d'autres instituts de la Faculté survint précisément pendant cet interrègne entre la décision de déplacement de l'ancien site de l'université et sa construction effective.

Les conditions académiques

Non seulement l'université manquait d'un site adéquat, mais elle répondait à une conception de sa professionnalisation dans laquelle l'idée qu'elle pouvait être aussi un centre de création de connaissances n'avait aucune place. L'enseignement dispensé était essentiellement théorique. Il s'articulait autour des chaires, unités spécifiquement enseignantes, vieilles réminiscences de l'université européenne. La fonction professorale se limitait à donner des conférences, à raison de quelques heures par jour, temps partagé avec d'autres activités professionnelles et, dans le cas des médecins, avec une activité clinique. Les plus hautes autorités de l'université ne se consacraient pas non plus intégralement à leurs propres fonctions, celles-ci étant assurées par le ministère de l'Éducation, tutelle supérieure de l'institution. D'autre part, l'université conservait des filières qui existaient depuis l'époque coloniale.

Certains éléments permettent de penser que, en plus des évidentes limites matérielles rencontrées par l'université et interdisant l'ouverture de nouvelles filières ou le lancement du processus de réforme de l'institution, il existait aussi des résistances internes particulières et des intérêts rétifs à tout changement. C'est à quoi fit allusion, semble-t-il, un autre ministre de l'Éducation, le docteur Enrique Tejera, lorsqu'en 1938 il annonçait au Congrès que le gouvernement, étant donnée la situation de l'institution, allait créer de nouvelles filières hors du domaine universitaire existant. Le ministre décrivait ainsi l'université : « Enfermée dans ses idées, dans ses systèmes, il semble que l'ombre de ses murailles ne laisse pas se développer d'autre conception de l'université que celle qui fleurissait il y a quelques siècles. Comme tout ce qui est vieux, elle ne vit que dans le souvenir ; déjà âgée, elle végète sans entrain et seulement parce que la pépinière est très grande. Comme à tout ce qui est vétuste, il lui manque la lumière, l'air... et la jeunesse [...]. Messieurs, au cas où vous ne le sauriez pas, notre université ne va pas bien. Les réformes qu'elle requiert, si on les tente, blesseront beaucoup d'intérêts soi-disant intouchables » (4).

Après quoi, le ministre annonça la création de diverses filières nouvelles, parmi lesquelles figuraient celles de géologie, d'agronomie, de médecine vétérinaire et de plusieurs dans le domaine de la santé. En coordination avec le ministère de l'Éducation, ces filières entrèrent sous la dépendance des ministères compétents : Travaux publics, Agriculture et élevage, Santé et sécurité sociale. Il est évident que se rencontrent ici deux courants. D'une part apparaît un courant dynamique représenté par l'État : un État moderne, rénovateur et impatient, faisant pression sur l'université pour qu'elle se réforme en créant de nouvelles filières et des instituts de recherche non universitaires. D'autre part, se manifeste un autre courant, lent, représenté par l'université qui

non seulement manquait des conditions matérielles minimales pour accueillir en son sein ces nouvelles institutions, mais rechignait également à rompre le moule de la vieille université vénézuélienne. C'est dans un terrain en friche, au confluent de ces deux courants et de quelques autres (que nous analyserons plus tard) que naquit l'idée de créer un institut de recherche en anatomie pathologique, ainsi que d'autres instituts de la faculté de médecine. Ces instituts furent créés alors que, nous semble-t-il, on n'avait pas clairement décidé quelles devraient être les responsabilités respectives de l'université et de l'État.

La situation de la faculté de médecine

C'est dans la faculté de médecine, la plus importante de l'institution universitaire, que l'urgence des changements profonds tant sur le plan académique que matériel et administratif apparaissait la plus pressante en raison de la dispersion des édifices universitaires dans Caracas ainsi que de l'inadaptation des installations à l'enseignement.

Réalisé en 1943, l'un des rapports de la commission d'études de la cité universitaire, chargée de la construction de la nouvelle structure, décrit l'état de délabrement de l'enseignement de la médecine. Les cours théoriques étaient professés dans le vieil immeuble central de l'université. D'autres édifices, « instituts » et hôpitaux, disséminés un peu partout dans la ville étaient chargés de l'enseignement pratique. Il s'agissait de l'institut d'anatomie, l'institut de médecine expérimentale, l'institut de chirurgie expérimentale, la maternité « Concepción Palacios », la caisse nationale pour la bienfaisance, l'hôpital des enfants, l'hôpital psychiatrique national, le poste de secours et l'hôpital « Vargas » où la chaire d'anatomie pathologique avait son siège (5).

L'un des conseillers de la commission responsable de la construction de la cité universitaire, le nord-américain Mc Vey, pensait que « les écoles qui composent l'université centrale et les instituts qui collaborent avec elle sont disséminés dans toute la ville, bien souvent à de grandes distances les uns des autres. Exceptés deux hôpitaux, la maternité et l'hôpital antituberculeux, les autres instituts fonctionnent dans de vieux immeubles ou dans des maisons qui furent construits à l'origine pour être des résidences privées ou des bureaux. Les cours théoriques sont donnés dans l'immeuble de l'université centrale, un vieil édifice pittoresque, un cloître transformé. En aucun cas on ne peut considérer les immeubles où fonctionnent ces écoles comme adaptés. Dans les premiers temps, lorsqu'elle était peu fréquentée et que le besoin en laboratoires et bibliothèques était limité, l'université pouvait fonctionner dans de telles conditions. Maintenant que le nombre d'étudiants est supérieur à deux mille et que la nécessité d'amphithéâtres et d'équipements s'est fait ressentir, l'université souffre du manque de place et de moyens matériels. La situation pénible dans laquelle se trouve l'université centrale du Venezuela en matière de bâtiments, de laboratoires et de livre est bien connue » (6).

En plus de ce délabrement matériel, Mc Vey dénonçait une désarticulation dans l'administration et la direction des écoles et des instituts. A propos de la faculté de médecine, Mc Vey disait que « les différents instituts où travaillent les étudiants de l'école de médecine sont contrôlés par des directeurs indépendants du doyen de l'université.

Ces directeurs forment eux-mêmes leurs budgets qui sont présentés au ministère de l'Éducation nationale » (7).

Les propositions d'organisation de la faculté de médecine

Dans les différents rapports effectués pendant la période d'étude du nouveau siège de l'université, c'est-à-dire entre 1942 et 1946, nous trouvons des propositions variées en ce qui concerne l'Hôpital universitaire et les instituts de la faculté de médecine.

La création d'un institut spécialisé en anatomie pathologique n'est mentionnée dans aucune proposition. Dans le premier rapport, celui du recteur Antonio José Castillo, effectué en 1942 et résultant d'un voyage aux États-Unis pour visiter les cités universitaires, le domaine de l'anatomopathologie apparaît représenté par un département et un musée au premier étage de l'hôpital universitaire, à côté du laboratoire central ; dans un édifice attenant, l'école de médecine devait comprendre les instituts de médecine et de chirurgie expérimentale, celui d'anatomie ne se présentant alors que comme un département (8).

Le rapport général de 1943, déjà cité, qui fut remis à l'américain Mc Vey s'intéresse à quatre instituts : ceux d'anatomie, de médecine expérimentale, de médecine légale et d'hygiène. Ce qui s'apparenterait au domaine de l'anatomopathologie semble réparti entre ces derniers et l'hôpital universitaire, ce dernier comprenant toutes les cliniques. Le premier rapport de Mc Vey, de 1943, ne contient dans ses propositions aucun détail concernant l'hôpital et les instituts de Médecine (9).

Réunis dans un livre (10) par Armando Vegas, président de la commission, ces rapports sont précédés par une conférence que Vegas a prononcée devant le Collège des ingénieurs le 11 mars 1946 et dans laquelle il établit la liste des bâtiments qui seront inclus dans la faculté des sciences médicales. Dans cette liste est mentionné, pour la première fois, l'institut d'anatomopathologie. Cependant, cet institut n'est pas mentionné l'année suivante, dans un règlement issu de la faculté et approuvé par le conseil universitaire (11). Cette incertitude quant à la décision de créer un institut d'anatomopathologie, est, à notre avis, révélatrice d'un manque de clarté dans sa conception et son organisation. D'autres faits concourent à la même impression.

On termina en 1949 la construction du bâtiment de l'institut d'anatomopathologie ; ce fut ainsi l'un des premiers achevés alors que, paradoxalement, l'institut n'avait pas été encore fondé. Cette même année, les autorités de la faculté de médecine sollicitèrent, auprès du conseil universitaire, une autorisation pour « occuper les immeubles neufs de l'institut d'anatomopathologie pour permettre à certains services d'anatomopathologie de fonctionner, bien que les équipements ne dûssent arriver qu'un an et demi plus tard » (12). L'année précédente, probablement dans la perspective de l'achèvement prochain des travaux de construction, le ministère de la Santé avait sollicité auprès du conseil universitaire une autorisation pour que le service national d'anatomopathologie, service de niveau national créé par décret en 1949 par le gouvernement de junte militaire (nous y reviendrons), fonctionne dans l'immeuble destiné à l'IAP. Le conseil universitaire considéra que « l'on ne pouvait pas incorporer un institut de l'extérieur ou étranger à l'université centrale du Venezuela tant que l'on ne connaissait pas les développements, les possibilités scientifiques, et les normes devant régir l'ins-

titut lui-même » (13). Finalement, en 1950, l'institut fut partiellement occupé par la chaire d'anatomopathologie qui venait d'être affectée à l'hôpital « Vargas ».

Cette chaire avait été fondée comme chaire indépendante en 1911, au retour de l'étranger de Felipe Guevara Rojas qui avait été envoyé par le gouvernement pour se former dans cette spécialité en France et en Allemagne. Avant la création de la chaire, Rafael Rangel et José Gregorio Hernández avaient déployé des efforts isolés dans ce domaine. La mort de ceux-ci au cours de la même décennie et la fermeture de l'université en 1912 arrêterent le développement de l'anatomopathologie dans le pays, au début du siècle. L'université réouverte quelques années plus tard, la direction de la chaire fut attribuée au médecin Jesús Rafael Rísquez qui avait fait des études dans cette spécialité en Allemagne. Rísquez produisit quelques contributions isolées, dans le domaine de l'anatomopathologie, en particulier en pathologie tropicale. Avec son disciple José Antonio O'Daly, il commença à organiser le laboratoire de l'hôpital « Vargas » pour faire place à la spécialité jusqu'à ce que, en 1936, fut créé le service d'anatomopathologie de l'hôpital « Vargas » sous la direction de O'Daly, futur directeur de l'IAP (14).

Les autres personnes attachées à la chaire, au cours de ces années, furent les professeurs Leandro Potenza, Rúben Dario Lozano, Blas Bruni Celli, Dario Calderón, Franco Donadelli et L.E. Alezard (15).

Les instituts universitaires

Nous devons à ce propos essayer de clarifier le sens du terme « institut » et expliquer pourquoi des « instituts » destinés à accueillir la partie pratique des chaires attribuées à l'École de médecine ont été créés. Cela permettra de mieux comprendre la confusion qui existait entre les promoteurs de la création de l'IAP et des autres instituts, sur le sens d'« institut » dans ce contexte.

Trois instituts dépendaient de la nouvelle Faculté de médecine : les instituts de médecine expérimentale, de chirurgie expérimentale, et d'anatomie, tous trois créés avant la construction du nouveau siège de l'université. La création du premier d'entre eux, l'Institut d'anatomie, correspondait, ainsi que l'exprimait Gil Fortoul, ministre de l'Instruction publique, à la « ... nécessité de locaux indépendants... Notre vieil édifice est de plus en plus insuffisant pour servir à l'organisme compliqué qu'est l'Université centrale. Et par la force des choses, l'organisme a traversé ses murs vétustes pour chercher davantage d'air et de lumière dans des instituts comme l'hôpital « Vargas », l'École d'ingénierie, l'Observatoire « Cajigal » et l'Institut d'anatomie » (16).

Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, les ministres du secteur éducatif des gouvernements successifs avaient pourvu à l'achat de matériels et d'équipements destinés aux chaires devant être affectées aux instituts de la faculté. Cela peut s'interpréter comme une critique voilée envers l'université. L'incapacité d'effectuer une réforme profonde de l'institution conduisait ceux qui voulaient le changement à recourir à un expédient consistant à créer des instituts semi-autonomes et localisés en dehors de l'enceinte universitaire.

Pour les instituts de médecine et de chirurgie expérimentale, fondés au cours des premières années du gouvernement de López Contreras, la notion d'« institut » se rapprochait probablement de l'idée d'un centre de recherche, en raison des objectifs

qu'avaient certainement ses fondateurs, deux éminents scientifiques, les catalans Augusto Pi Suñer et Manuel Corachán qui venait de travailler à l'université de Barcelone.

Cependant, si l'on considère les conditions de travail de ces instituts en 1943, lorsque la Commission de la Cité universitaire fit une évaluation de l'université, on peut conclure que l'activité de recherche pouvait difficilement s'y réaliser. A propos de l'Institut de médecine expérimentale, par exemple, la Commission signalait : « Il fonctionne dans deux édifices inadéquats de l'avenue « San Martin » et, malgré qu'il soit bien équipé, il n'a pas la capacité suffisante pour assurer une pratique correcte pour 400 étudiants à la fois... Dans cet Institut, sont pratiquées les matières suivantes : histologie générale, physique et chimie médicales, physiologie et bactériologie, parasitologie, pathologie générale et physiopathologie, pathologie tropicale, médecine légale et toxicologie » (17).

Quant au service d'anatomopathologie de l'hôpital « Vargas » et à la chaire du même nom, germes du futur IAP, les conditions de travail y paraissaient également peu propices au développement d'activités de recherche, à en juger par les propos de Rudolf Jaffe. Celui-ci, à l'occasion d'un hommage qui lui fut rendu alors qu'il venait de passer vingt ans dans le service, rapportait ainsi les conditions de travail qu'il avait connues à son arrivée en 1936. « Je dois avouer que je fus très surpris en arrivant au service d'anatomopathologie de l'hôpital « Vargas ». Le local et ses installations étaient extrêmement primitifs. Mais je trouvai là un collègue avec qui je pus travailler en collaboration étroite et qui m'aida dès le premier jour, le docteur José Antonio O'Daly. Le local du service était si petit que nous dûmes travailler dans la même pièce, sur la même table, pendant des années » (18). En bref, les conditions de travail de l'Institut étaient, semble-t-il, peu propices à la réalisation de recherches, sans parler de la faible tradition de l'universitaire en ce domaine. S'il y eut des recherches, elles furent occasionnelles et relevèrent de l'initiative individuelle.

Pour conclure, en partie tout au moins, sur cette étape antérieure à la construction du nouveau siège de l'université – nous pouvons l'étendre jusqu'à 1958, date à laquelle s'ouvre une nouvelle étape pour l'université et pour le pays – il apparaît que le terme « institut » a été utilisé pour désigner une construction séparée ou indépendante de l'enceinte universitaire et qui réunissait un ensemble de chaires apparentées ne trouvant place ni dans le vieil établissement ni dans l'hôpital « Vargas ».

D'autre part, il n'y avait dans le domaine universitaire aucun modèle d'institution vouée à la recherche auquel il eût été possible de se référer. Les seuls centres ou instituts de recherche existants dans le pays fonctionnaient dans des structures ministérielles, avec de ce fait une orientation très différente de la recherche universitaire. Ils étaient principalement orientés vers la recherche appliquée, en relation avec les problèmes de santé de la population et avec les défis de la modernisation de l'industrie et de l'agriculture tels qu'ils se présentaient à la fin de la dictature de Gómez. Certains d'entre eux, cependant, pratiquaient aussi une recherche de type fondamental. Les instituts ou centres gouvernementaux étaient par exemple l'Institut national d'agriculture (1944), ou l'Institut de recherches vétérinaires (1944), et différentes stations expérimentales dépendant du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage créées à partir de 1937. Au sein du même ministère se trouvaient inclus des départements gouvernementaux, comme celui de recherches forestières (créé sous le nom de service bota-

nique) dans lequel Henri Pittier poursuivait un programme cohérent de recherche sur la flore du pays. D'autres exemples, plus marquants en raison de leur liaison avec le domaine de la santé analysé dans ce travail, étaient donnés par le ministère de la Santé et de l'Assistance avec son Institut d'hygiène (1938) (19) et son Institut national de nutrition (1949).

Il faut ouvrir une parenthèse pour expliquer les intentions du statut organique des universités décrété par la junte révolutionnaire qui se cache derrière le pouvoir en 1945. Ce statut a tenté d'expliquer, pour la première fois, quelle devait être la fonction de l'université en matière de recherche. Il adoptait une conception assez différente de celle qui s'appliquait aux instituts fonctionnant de fait dans l'université centrale avant cette date. Le nouveau statut établissait la fonction de recherche que devaient exercer les universités et définissait le *locus* où exercer cette recherche. Il précisait ainsi que « la recherche universitaire se réalisera par l'intermédiaire d'instituts... » lesquels auront pour objet « l'étude et la recherche scientifique sans finalité utilitaire » (20).

Le statut mentionné voulait ainsi en finir avec la prolifération des instituts et des écoles supérieures fonctionnant en marge des universités, dans des structures ministérielles. Dans l'exposé de ses motifs, la commission responsable de sa rédaction signalait : « D'un point de vue universitaire très légitime, on ne comprend pas comment fonctionnent au Venezuela des instituts de recherche scientifique, de caractère officiel, détachés des universités ; ni comment il se peut que des études supérieures conduisant à des titres universitaires, tels que ceux de l'ingénierie agronomique et de la médecine vétérinaire, se déroulent ou se réalisent dans le dos de l'université, dans de simples dépendances administratives du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Sans euphémisme, la commission considère qu'une telle situation doit être radicalement liquidée » (21). Mais, moins de deux ans après, l'établissement de ce statut qui devait régir la vie universitaire, le pays commença de nouveau à vivre – pour dix ans – sous un régime dictatorial qui paralysa le processus de réforme que l'université commençait lentement à réaliser.

Les actions du ministère de la Santé

Il est nécessaire d'expliquer avec plus de précision quelles furent les actions conduites par l'État par l'intermédiaire du ministère de la Santé et de l'Assistance sociale (MSAS), dans son domaine de compétences, et en particulier pour le développement de l'anatomopathologie dans le pays.

Les conditions vécues par l'université pendant le gouvernement de la junte militaire, les difficultés rencontrées depuis la fin du régime de Gómez dans la conduite d'une réforme profonde de ses structures, contrastent avec le travail réformateur conduit par le ministère de la Santé et de l'Assistance sociale depuis sa fondation en 1936. A travers ses divisions techniques et ses instituts, ce ministère promouvait un changement profond de la médecine du pays, sous des aspects techniques, scientifiques, administratifs et même éducatifs, en assumant directement la formation de personnel qualifié, en lançant des activités de recherche dans les divisions et les instituts qu'il créa à partir de 1936.

C'est dans l'une des unités du ministère, la division de la tuberculose, fondée en 1936 et dirigée par José Ignacio Baldó, que commença à fonctionner à partir de 1940 un département d'anatomopathologie localisé dans le Sanatorium « Simón Bolívar » où s'établit aussi un service assurant régulièrement les autopsies. D'après l'historien de la médecine, Eduardo Archila : « selon toute vraisemblance, ce fut le premier hôpital à appliquer le système au Venezuela » (22). Après une spécialisation en Allemagne, le médecin Alberto Angulo Ortega, futur membre de l'IAP, fut chargé de la direction du département à partir de 1953. Un autre spécialiste, également formé à l'école allemande, le docteur italien Serafino La Manna, a travaillé de même dans cette dépendance (23).

Une autre division du ministère de la Santé qui a contribué au développement de la spécialité fut celle de la fièvre jaune et de la peste. Avec quelques précédents liés à la viscérectomie de la fièvre jaune (24), la division organisa en 1940 un véritable laboratoire d'anatomopathologie. Ce laboratoire commença à collaborer avec des médecins exerçant à l'intérieur du pays pour des études histopathologiques spécifiques. Peu à peu, et grâce à une campagne ministérielle, cette collaboration se développa au point qu'en 1949, le gouvernement de la junte militaire décida de créer le service national d'anatomopathologie pour aider les hôpitaux (en nombre toujours croissant) dépendant du ministère, ainsi que les autres structures médicales, rurales ou étatiques, dépourvues de ce type de service commun. Voyant que l'édifice de l'IAP de l'université centrale allait être prêt à la date prévue, le ministère demanda l'autorisation d'y installer le service. Devant le refus des autorités universitaires, il fut finalement logé dans l'Institut d'hygiène, un des instituts de recherche et d'enseignement supérieur du ministère ouvert à la même période dans l'enceinte de la cité universitaire. Ceci confirme une certaine confusion dans le partage des responsabilités ainsi que des rivalités toujours présentes et sources d'absurdités. L'IAP n'avait pas en effet été encore officiellement créé, mais un magnifique édifice lui était attribué, déjà partiellement occupé par la chaire d'anatomopathologie.

Un troisième courant d'influence dont il faut tenir compte fut celui représenté par les médecins que le ministère commença à envoyer se spécialiser hors du pays, et par les médecins étrangers sur place, allemands principalement.

La présence étrangère

Le rôle prééminent que prirent, dans le monde entier, la médecine et la biologie allemandes dès le milieu du XIX^e siècle ne déclina qu'à cause de la première guerre mondiale, puis des purges nazies contre leurs propres institutions d'enseignement et de recherche (25). Les Allemands avaient été aussi des innovateurs dans la façon d'organiser la recherche dans les universités. Dès le XIX^e siècle, leurs universités créèrent des instituts de recherche pour accueillir les disciplines nouvelles (26). Lorsque Virchow formula la théorie cellulaire, l'anatomopathologie atteignit un grand succès en Allemagne. Le résultat en fut la création de divers instituts spécialisés, dans les universités et les hôpitaux universitaires. L'émigration de médecins allemands, avant et après la deuxième guerre mondiale, permit à d'autres régions du monde, à l'Amérique latine notamment, de partager l'excellence conquise par l'Allemagne dans l'enseignement et la recherche.

Au Venezuela, la présence allemande dans le développement de l'anatomopathologie commença à se faire sentir très tôt dans le siècle, lorsque plusieurs médecins vénézuéliens se spécialisèrent en Allemagne, en anatomopathologie et en médecine tropicale. L'influence française était présente dès la fin de la colonisation hispanique, mais elle ne parvint à une certaine suprématie dans les domaines de la médecine et du système d'enseignement universitaire que plus tard au cours de ce siècle.

Plus récemment, vers la fin des années quarante, devant le manque de spécialistes en anatomopathologie dans l'intérieur du pays, le ministère de la Santé prit des mesures concrètes. L'une d'elles fut le recrutement d'environ treize médecins allemands, spécialistes du domaine, qui furent affectés dans les principales villes de province (27). Un précédent à cette opération, qui facilita la politique du ministère, avait été la venue dans le pays de Rudolf Jaffe, en 1936, à l'invitation d'une institution privée. Jaffe appartenait à un groupe de professeurs de médecine qui, dès le début des années trente, commença à quitter l'Allemagne, en raison de la situation politique de ce pays. Il travailla aussi dans le service d'anatomopathologie récemment fondé, et qui prêtait ses services au vieil hôpital « Vargas » de Caracas. Plus tard, Jaffe devait aussi travailler à l'IAP.

L'intervention des médecins allemands dans la société d'anatomopathologie du Venezuela, créée en 1936, joua un grand rôle dans tout le pays en particulier dans les hôpitaux de province, ainsi que lors de la création de chaires. Ce groupe participait de plus constamment aux publications, aux congrès, aux sociétés scientifiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, faisant ainsi connaître certains aspects de la pathologie du Venezuela. Les pathologistes du pays eurent la possibilité de se connaître et de discuter les travaux qui furent, avec une grande persévérance, présentés aux réunions annuelles.

La participation de ces pathologistes à l'enseignement, au travail clinique et à la recherche, permirent au ministère de la Santé de jeter dans un temps relativement bref les bases du développement de l'anatomie pathologique au Venezuela.

Sous l'incitation probable de Jaffe, différents membres de l'IAP alors nouvellement créé entreprirent une formation spécialisée en Allemagne. Si la conception et l'organisation de l'IAP durent beaucoup à cette influence, l'influence américaine fut importante elle aussi. Selon certains témoignages, l'institut fut bien construit selon les plans de Rudolf Jaffe, mais ces plans avaient été examinés par des architectes nord-américains et allemands (28). Sans pouvoir déterminer avec précision à quel point fut déterminante l'influence des États-Unis, qui fut sans doute importante à cause de l'intervention d'experts américains dans la construction du nouveau siège de l'université et surtout dans celle de la faculté de médecine et de l'hôpital universitaire (29).

Ce problème de l'influence américaine et allemande sur l'anatomo-pathologie vénézuélienne mériterait davantage de recherches, qui sont malheureusement tributaires d'archives attendant encore d'être organisées. Nous avons proposé ici quelques pistes.

Le projet d'institut d'anatomopathologie

Le projet de l'IAP fut finalement présenté en 1954, dans un contexte de tendances et d'influences variées et contradictoires, dans une ambiance très politisée, et après plus d'un an d'intervention de la junte militaire auprès de l'université. Cette interven-

tion eut entre autres effets celui du renvoi ou de la démission de beaucoup de professeurs et d'étudiants. Le projet apparut au moment où était inauguré l'hôpital universitaire, un hôpital moderne, énorme pour le pays. D'après les documents de l'époque, que la stratégie de l'auteur du projet, le premier directeur de l'IAP, José Antonio O'Daly, était de s'appuyer sur ce qui pouvait le plus attirer l'attention des autorités universitaires et du ministère de la Santé. L'hôpital universitaire allait être inauguré, il fallait l'assister dans la réalisation des diagnostics histologiques.

La conception de l'IAP s'organisait donc autour de deux axes : la future collaboration avec l'hôpital universitaire, l'enseignement de premier cycle déjà existant dans la faculté. Pourquoi fallait-il créer un institut pour remplir ces deux fonctions ? Dans la perspective de l'organisation d'un centre de recherche, n'aurait-il pas été plus raisonnable de doter l'hôpital des installations nécessaires et de créer une liaison avec l'institut pour réaliser les travaux sortant de la routine hospitalière ? D'autre part, comme nous l'avons mentionné, un service national d'anatomopathologie avait été créé en 1949. Pourquoi ce service n'aurait-il pas assumé la prestation du travail nécessaire à l'hôpital, alors qu'il était localisé dans l'enceinte universitaire, très près de l'hôpital, et que tous deux dépendaient administrativement du même département ministériel ? En fait, le projet présenté par O'Daly chargeait l'institut d'un énorme travail de soutien de l'hôpital, sans être accompagné d'un véritable plan de recherche. Toute l'évolution postérieure, que nous ne décrivons pas dans ici, a montré le défaut initial de conception de l'IAP en tant que centre de production de connaissances (30).

Tout au long de cet article, nous avons montré l'absence, à cette époque, de conditions qui auraient pu favoriser la constitution d'une institution vouée à la recherche. Ces conditions ne se trouvaient ni dans le développement de la discipline à l'intérieur du pays ni dans les idées ayant cours à l'université et dans la faculté de médecine. Le rôle que pouvait jouer la recherche scientifique dans ce domaine et son importance n'étaient pas compris. L'idée qu'il était nécessaire de créer un institut résultait de la confusion de deux approches. D'une part, l'université avait l'habitude de créer des unités semi-autonomes, ce qu'étaient traditionnellement les instituts, lorsqu'elle n'était pas capable d'absorber de nouvelles fonctions. D'autre part, l'université ne disposait que d'idées vagues pour lui servir de guide et subissait l'influence de modèles externes, ceux représentés par le personnage de Jaffe et par les autres pathologistes de la chaire d'anatomopathologie ayant eu l'expérience d'institutions étrangères. En revanche, la relative autonomie dont paraissaient jouir les instituts dans la structure administrative de l'université, le prestige associé aux fonctions de directeur d'un institut et, bien entendu, le départ d'un site aussi peu adéquat que l'hôpital « Vargas » pour un espace nouveau et équipé d'instruments modernes, constituaient autant d'éléments attractifs en faveur de l'IAP.

D'autres institutions et d'autres pays avaient lancé des programmes faisant coexister l'enseignement, la recherche et la prestation de services dans de mêmes institutions. Leur expérience montrait qu'un *leadership* clairement établi et sachant définir l'équilibre entre des activités variées mais complémentaires est un facteur important dans un développement institutionnel harmonieux. Dans les pays sous-développés, un centre unique est souvent chargé de fonctions qui, dans les pays développés, sont

réparties entre plusieurs institutions. Il est alors d'autant plus nécessaire de concevoir ces fonctions diverses en toute lucidité, de tenir compte du contexte dans lequel le projet se fera réalité, et de choisir le moment approprié. Nous avons vu que c'est en quoi précisément échouèrent ceux qui établirent le projet de l'IAP. L'Institut ne fut pas le résultat d'un processus bien pensé, mais plutôt le fruit de circonstances – en l'occurrence, la création d'un hôpital universitaire – assorties de nombreux courants d'influence en partie extérieurs au problème à résoudre.

Traduction de Sébastien Mollet



NOTES

- 1) Voir : Hebe Vessuri, « Molecular Biology arrives to Venezuela. The Venezuelan Institute of Immunology ». In : Terry Shinn *et al.*, *Science for the South*. Sociology of Science Yearbook. Reidel Publishers (à paraître) ; Ana T. Gutiérrez « Medicina y trópico. El Instituto de Medicina Tropical » Cendes, mimeo 1995.
- 2) Pour une analyse générale de la période, voir Hebe Vessuri « La formación de la comunidad científica en Venezuela ». In : Hebe Vessuri (éd.) *La ciencia académica en la Venezuela moderna*. Fondo Editorial ACV, Caracas, 1994.
- 3) Rafael Vegas, *Memoria y Cuenta del Ministro de Educación*. Caracas, 1944. In : Rafael Fernández Herez (comp.) *Memoria de cien años*. Ed. MEN, Caracas, 1981, p. 663.
- 4) *Memoria y cuenta*. Ministerio de Educación, 1938. In : *Memoria de cien años*, Tome V, p. 172.
- 5) « Informe sobre los estudios universitarios actuales y el proyecto de la futura Ciudad Universitaria de Caracas, presentada por los Dres. Armando Vegas, Guillermo Herrea U. y el Arq. Carlos Raúl Villanueva al Dr. Frank Mc Vey. » Caracas, marzo de 1943. In : *La Ciudad Universitaria de Caracas. Documentos relativos a su estudio y creación*. Caracas, 1947. Annexe A, pp. 94-95.
- 6) « Informe sobre la Ciudad Universitaria de Caracas elaborado para el Ministerio de Obras Públicas y el Ministerio de Educación Nacional elaborado por Frank Mc Vey. » In : *La Ciudad Universitaria ...* Annexe 15, pp. 159-160.
- 7) *Idem*.
- 8) « Informe presentado por el Dr. Antonio José Castillo sobre la Ciudad Universitaria. » In : *La Ciudad Universitaria ...* Annexe 1, pp. 30-42.
- 9) Voir note 4.
- 10) Voir note 5.
- 11) Blas Bruni Celli, *Historia de la Facultad Médica de Caracas*. Numéro spécial de *Revista de la Sociedad Venezolana de Historia de la Medicina*. VI (16-17), 1958, p. 261.
- 12) Acta del Consejo Universitario del 30-6-1949. Libro de actas. Archivo Histórico. Universidad Central de Venezuela (AH-UCV).
- 13) Acta del Consejo Universitario del 28-2-1950. Libro de Actas del Consejo Universitario. AH-UCV, pp. 354-355.
- 14) Leandro Potenza et Luis Carbonell, « Breves apuntes sobre la historia de la Anatomía Patológica en Venezuela hasta 1955. Su situación actual. Sus perspectivas. » In : *VI Congreso de Ciencias Médicas*. Caracas, 1955. Tome V, pp. 3107-3121.
- 15) Blas Bruni Celli, *Historia de la Facultad...* p. 372, informations correspondant à 1953.
- 16) *Memoria Cuenta*. Ministerio de Instrucción Pública, 1912. In : *Memoria de cien años*. Tome IV, vol. 1, p. 260.
- 17) « Informe sobre los estudios... » In : *La Ciudad Universitaria...* Annexe 14, pp. 94-95.
- 18) *Homenaje al Profesor Rudolf Jaffe al cumplir 20 años en el Servicio de Anatomía Patológica del Hospital Vargas*. Publié par la Junta de Beneficiencia del Distrito Federal, Caracas, 1956, p. 24.
- 19) Voir Ana T. Gutiérrez, « Estado y medicina tropical. El Instituto Nacional de Higiene », CENDES, mimeo, 1995.
- 20) Estatuto Orgánico de Universidades de 1946. In : Foción Febres Cordero *La autonomía universitaria*. Caracas, 1961, p. 228.
- 21) *Ibidem*, p. 206.
- 22) Ricardo Archila, *Historia de la Sanidad en Venezuela*. Caracas, Imprenta Nacional, 1956. Tome II, p. 135.
- 23) *Idem*.

- 24) Voir article d'Illana Löwy dans ce volume.
- 25) William Coleman, *La biología en el siglo XIX. Problemas de forma, función y transformación*. Fondo de Cultura Económica, México, 1983. p. 15.
- 26) Voir Joseph Ben David, *El papel de los científicos en la sociedad. Estudio comparativo*. Edit. Trillas. Cap. 7.
- 27) Sur la présence allemande dans le domaine de l'anatomopathologie, voir K. Saldefer et D. Novoa, *Patólogos alemanes en Venezuela. 1936-1981*. Universidad de los Andes, Mérida, 1982 ; également, Ricardo Archila, *Alemania y Venezuela. Vínculos médicos*, Caracas, 1978.
- 28) Ana M. Pérez, *25 vidas bajo un signo*. Tribuna Médica, Ed. Lerner Venezolana, Caracas, 1967, p. 312.
- 29) Voir note 5.
- 30) Sur l'évolution ultérieure de l'IAP, voir mon article : « El Instituto Anatomopatológico de la UCV », (titre provisoire), CENDES, miméo, 1995.



**LES SCIENCES HORS D'OCCIDENT
AU XX^E SIÈCLE**

**SÉRIE SOUS LA DIRECTION
DE ROLAND WAAST**



VOLUME 4

MÉDECINES ET SANTÉ

ANNE-MARIE MOULIN
ÉDITEUR SCIENTIFIQUE

CRISTOM
éditions

**LES SCIENCES HORS D'OCCIDENT
AU XX^e SIÈCLE**

20TH CENTURY SCIENCES:
BEYOND THE METROPOLIS

**SÉRIE SOUS LA DIRECTION
DE ROLAND WAAST**

VOLUME 4

MÉDECINES ET SANTÉ
MEDICAL PRACTICES AND HEALTH

ANNE-MARIE MOULIN
ÉDITEUR SCIENTIFIQUE

ORSTOM Éditions

L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION
PARIS 1996